

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Inmigration-Amnesty-rappelle-ses-responsabilites-a-l-UE>

Inmigration : Amnesty rappelle ses responsabilités à l'UE

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : mercredi 12 octobre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'ONG accuse les pays européens d'"abandonner leurs obligations envers les réfugiés en tentant de combattre l'immigration illégale".

Par NouvelObs.com, Paris 12 octobre 2005

Dans une lettre à la présidence britannique de l'Union européenne mardi 11 octobre, Amnesty International accuse les pays de l'UE d' "abandonner leurs obligations envers les réfugiés en tentant de combattre l'immigration illégale".

Les pays de l'UE "sont en train d'abandonner leur obligation de protéger les réfugiés en tentant de combattre l'immigration illégale, comme le démontrent les événements tragiques des enclaves espagnoles dans le nord de l'Afrique", estime Amnesty.

Les informations dont dispose l'organisation de défense des droits de l'homme indiquent que, dans le nord de l'Afrique, "on tire et on tue des gens qui tentent d'entrer en territoire de l'Union européenne, et qu'on les abandonne en plein désert sans eau ni aliments".

"Territoire fortifié"

Selon Amnesty, cette situation est "directement liée à la pression exercée par les pays de l'UE pour renforcer le territoire fortifié européen".

L'organisation met en cause la politique de l'UE en matière d'immigration, qui est "mal orientée".

"Les Etats membres se déchargent du poids de la protection des réfugiés sur d'autres pays qui ne sont peut-être pas préparés à accueillir un nombre chaque fois plus grand de personnes déplacées", selon Amnesty.

Violation du droit international

"Certains pays comme l'Espagne pourraient être en train de violer leurs propres engagements internationaux et envers l'UE", ajoute l'organisation. "Au lieu de renforcer la protection des réfugiés", l'UE semble plus intéressée par "leur maintien à tout prix hors de l'Union européenne".

Amnesty International demande, à l'occasion de la réunion mercredi à Luxembourg des ministres européens de l'Intérieur et de la Justice de l'UE, "une remise en cause radicale de la politique sur les réfugiés".

Dans sa lettre adressée au ministre britannique de l'Intérieur Charles Clarke et à son homologue espagnol José Antonio Alonso, l'organisation réclame un renforcement de la protection des réfugiés et des "mécanismes de solidarité pour alléger la pression sur l'Espagne".